

le 18 mars

La grève du 18 Mars n'a pas modifié le rapport de forces. Le gouvernement n'a pas bougé d'un iota. Les organisations syndicales autres que la C.G.T. n'ont pas été « balayées » par le mouvement des « masses en action ». Seule la C.G.T. se félicite des progrès réalisés, en particulier avec les organisations F.O. et la F.E.N.

Il semble que l'aspect le plus positif est la participation plus large des travailleurs de province, aux différentes grèves du 18 Mars.

C'est ça la contre-offensive ?

Néanmoins, le sentiment des participants à la grève relève plutôt du « coup d'épée dans l'eau ». Aucun travailleur n'a eu l'impression d'avoir été convié à la « contre-offensive générale » dont parle la C.G.T. (C.A. du 20-3-64). On a fait grève parce qu'on se doit de faire « quelque chose », par discipline syndicale, mais sans grand enthousiasme, ni colère. Et le lendemain, on s'est trouvé encore plus embêté pour savoir comment s'y prendre pour organiser l'action. Vers quoi allons-nous ? Que prépare-t-on ? Quelles perspectives ? sont les questions que se posent les travailleurs.

Nous signalions dans notre précédent journal que la C.G.T. avait opéré un certain tournant. Partout, il nous est signalé que l'initiative prise par des syndicats de participer au 18 Mars l'a été à l'instigation ou sous la pression

pas de retour à la particularisation !

On se rappelle que le semi-échec de la grève de 24 heures de janvier 1954 donna le signal, dans la C.G.T., des luttes particulières. A cette époque, la C.G.T. avait exploité cet insuccès de la grève d'ensemble pour imposer cette tactique.

En est-il de même aujourd'hui ? Pas du tout.

Le « tournant » du 26 Février n'est pas remis en cause. La Commission administrative de la C.G.T. du 20 Mars, réinsiste sur le « caractère nouveau des luttes dans la situation actuelle », sur les appels à des mouvements coordonnés qui correspondent « à une nécessité, à des possibilités nouvelles et à l'état d'esprit profond des travailleurs ».

La C.A. considère que cette orientation a été « ratifiée » par les travailleurs. C'est dans cette voie qu'il faut résolument se maintenir. La mise en échec du blocage des salaires, l'ouverture de négociations valables, l'aboutissement des revendications des travailleurs, exigent une grande et persévérante bataille intéressant l'ensemble de la classe ouvrière et nécessitent des mouvements puissants et des mouvements coordonnés. Cela suppose le développement constant des initiatives, des actions unies dans les entreprises, les professions et les industries, en tenant compte des conditions concrètes de chacune et des revendications qui en

Pour beaucoup de ces travailleurs, en effet, cette grève était la première à laquelle ils participaient depuis 10 ou 15 ans. Ceci correspond, en général, à des conditions de rémunérations nettement plus désavantageuses que dans la région parisienne, mais également au fait que la paralysie provoquée par la division syndicale y est moins grande et que les rapports entre organisations et militants ne sont pas aussi tendus et figés que dans les régions de grande concentration ouvrière.

des dirigeants fédéraux. Mais si l'on peut admettre qu'il existe en permanence dans la classe ouvrière, une aspiration à un mouvement d'ensemble, le 18 Mars ne s'est pas effectué sous la pression des travailleurs contre la C.G.T., mais a été décidé d'« en haut ». C'est ce caractère, en partie bureaucratique de la décision prise, qui explique largement le manque d'enthousiasme. Pourquoi maintenant ? Pourquoi cet accent mis sur la coordination tout d'un coup après avoir tant vanté les « multiples grèves de harcèlement » ? Pourquoi une telle durée de la grève, 36 heures ici, 24 heures là, et 1 ou 2 heures ailleurs ? Quand on ne s'est pas contenté de la simple lettre de revendications adressée à la Chambre syndicale patronale.

Ce sont ces multiples questions qui tarabustent les militants et les ouvriers les plus combattifs.

découlent, et avec le souci de coordonner l'ensemble en fonction des circonstances ».

Quelles que soient les motivations de la politique de la C.G.T., du P.C.F., le cadre de travail dans lequel les militants révolutionnaires agissent est aujourd'hui modifié. L'orientation adoptée par la C.G.T. ne peut que faciliter l'expression des militants les plus politiques, de ceux qui ont la meilleure compréhension des nécessités de la lutte élevée à un très haut niveau, celui de la lutte contre le pouvoir. Ces jours derniers, les grèves décidées par la C.G.T. italienne n'ont pas manqué de provoquer des discussions parmi les militants parce qu'elles leur semblent présenter certaines analogies avec la politique suivie en France. Là aussi, la politique de collaboration de classes suivie par les communistes contribue à donner aux communistes l'initiative dans l'organisation des actions et rendre l'unité fragile.

Que ce soit pour des portefeuilles ministériels en Italie ou au niveau inférieur de la participation à des commissions du plan d'aménagement du territoire ou autres, la politique des organisations réformistes va provoquer des débats. Le gaullisme réussira-t-il à les paralyser ? Là aussi, l'attitude de la C.G.T. aura une influence déterminante.

dans l'enseignement technique

Il est parfois difficile pour un militant ouvrier de comprendre ce qui se discute dans un congrès d'enseignants. A côté des problèmes généraux qui se posent à toute la classe ouvrière, sont abordées questions corporatives et pédagogiques. Il est juste que les professeurs s'intéressent à l'organisation actuelle et future de l'enseignement français. Cependant, il ne faut pas oublier qu'en dernier ressort c'est le pouvoir gaulliste qui prendra les décisions. Le S.N.E.T. (1) en particulier semble osciller entre une collaboration « réaliste » avec l'administration et la dénonciation de l'incohérence et de la misère des Lycées Techniques. Sur ce dernier point, tous les professeurs sont d'accord : il faut construire de nouvelles écoles, augmenter les crédits, diminuer les horaires et le nombre d'élèves par classe.

Sur le plan corporatif, le S.N.E.T., qui groupe 15.000 adhérents, doit examiner dans chacun de ses congrès les revendications de plusieurs dizaines de catégories.

Et parfois les contradictions sont étouffées de justesse !

En plus, il faut rapeler l'existence de deux grandes tendances, les autonomes majoritaires et les ex-cégétistes qui regroupent près de 40 %. Depuis quelques années, les heurts ne sont plus aussi violents mais parfois encore les deux groupes se dressent l'un contre l'autre sur des questions mineures : l'adhésion à une association pour la liberté de la télévision, par exemple. C'est ce qui explique que les textes élaborés soient parfois le fruit de laborieux compromis dans leur formulation. Ainsi le Congrès n'a pas osé approfondir le problème de l'unité syndicale, tout le monde se contentant des équivoques trouvées l'année précédente.

Pour la première fois apparaissait dans le S.N.E.T. l'Ecole Emancipée tendance « syndicaliste révolutionnaire ». Elle n'a obtenu que 4 % des voix.

Si l'on s'en rapporte aux positions de l'« Ecole Emancipée » dans les autres syndicats à enseignants, il est à craindre que

cette tendance se cantonnant dans l'affirmation révolutionnaire, souvent teintée de sectarisme à l'encontre du courant cégétiste, n'apparaisse comme le paravent gauche de la majorité réformiste. Cependant que les militants révolutionnaires qui existent indubitablement dans cette tendance devraient tendre à surmonter la sclérose actuelle des tendances en mettant en avant des mots d'ordres les plus mobilisateurs « indemnité uniforme par catégories ».

Enfin, le Congrès a réaffirmé la nécessité de la fusion entre le S.N.E.T. et le S.N.E.S. (Syndicat National de l'Enseignement Secondaire). Mais les modalités n'ont pas été mieux définies cette année, et si les revendications sont alignées sur celles du syndicat frère, l'unité n'est pas encore pour cette année. Elle est une nécessité plus urgente que jamais.

(1) Syndicat National de l'Enseignement Technique adhérent à la Fédération de l'Education Nationale.

RENAULT

La grève du 18 Mars pourrait être caractérisée comme un demi-succès chez Renault. En effet, si les chiffres préfectoraux (4.000 grévistes) et ceux de la Direction de la R.N.U.R. (5.300) sont bien au-dessous de la réalité, les syndicats se sont bien gardés de chiffrer — publiquement du moins — le nombre des grévistes : « Journée revendicative de grande ampleur » commentait un tract C.G.T. quelques jours après le mouvement. Celui-ci était, il est vrai, très variable suivant les secteurs de l'usine, les ateliers d'outillage (Artillerie - AOC - 57 - 37...) débrayant à 80-90 %, mais d'importants ateliers de fabrication ou de montage restant pratiquement hors du mouvement. Les estimations cégétistes chiffrèrent à 15.000 le nombre de travailleurs ayant défilé dans les rues de Boulogne. Bien que Renault soit majoritaire largement, d'autres usines de Boulogne participaient néanmoins au cortège. En définitive, peut-être y eût-il une dizaine de milliers de grévistes chez Renault, environ 1/3 de l'effectif total ?

Néanmoins, c'était la première manifestation de quelque importance depuis le retour des vacances, et — le fait mérite d'être mentionné — c'est plus sur l'instigation des organisations syndicales que s'effectua le mouvement, que par une pression spontanée des travailleurs.

LA POSITION DES SYNDICATS

Une polémique avait opposé au préalable les organisations C.G.T. et C.F.T.C., les premiers prônant l'efficacité des grèves de harcèlement par secteurs « pour préparer les conditions d'un combat d'ensemble », les seconds farouchement hostiles à ces escarmouches jugées inefficaces, et favorables par contre à « un grand mouvement national » (grève de 24 heures). L'optique C.F.T.C. était d'arracher « des actions au forcing, même si elles n'entraînent que 25 % des travailleurs », l'essentiel étant d'alerter l'opinion publique, en faisant revêtir un caractère spectaculaire aux manifestations (comme les paysans, étudiants, etc.).

Signalons au passage que dans le secteur des mensuels, depuis plusieurs mois, il y a convergence des organisations syndicales, ayant abouti à une plate-forme revendicative commune C.G.T.-C.F.T.C.-F.O. et même C.G.C., mais cette dernière organisation refusa de s'associer à l'action, sous prétexte des discussions en cours avec le gouvernement sur le plan national. Dans ce secteur quelques centaines d'employés (sur 8.000 mensuels) participèrent au débrayage.

Un mot sur la position du syndicat dit « indépendant », qui fit ces temps derniers, assaut de démagogie, ne craignant pas par ailleurs, le ridicule de ses propres contradictions. Réclamant tantôt « l'Usine aux ouvriers ! » (mais oui...) et fustigeant la « mollesse » des « vieilles centrales » elle s'alarme quand la grève est dans l'air, et brandit la menace de crise économique (« la Régie est dans une situation catastro-

pheque... c'est l'anarchie de la production... l'incohérence de l'organisation commerciale... » et autres balivernes !). Evidemment, pour ce « syndicat » les grèves mènent les travailleurs sur « des voies de garage », usent la combativité des travailleurs et les désignent aux coups de la Direction ». Pour conclure par la solution : « diminuer considérablement le nombre des improductifs ! » Riche trouvaille...

LA MANIFESTATION

Elle groupa, on l'a vu, une douzaine de milliers de travailleurs — estimation générale sans doute — Ça fait tout de même « du monde dans la rue », un groupe compact qui donne confiance. Mais ce ne fut pas le discours du Secrétaire d'union locale C.G.T. qui galvanisa la foule... Outre le caractère insipide de l'allocation prononcée, ce permanent n'a manifestement pas « l'abattage » nécessaire, et est affligé par surcroît d'une élocution... difficile... Ça ne facilite pas, hélas, la mise en train. Néanmoins, le cortège s'ébranle, occupant toute la largeur de l'avenue du Général-Leclerc, où toute circulation est interrompue. « Nos 40 h ! Augmentez nos salaires » sont repris sans grande conviction. « Mexicains, gardez-le ! » amuse quelque temps. Mais dans l'ensemble, il faut avouer qu'il n'y a pas l'étincelle d'enthousiasme, plutôt le sentiment d'un devoir à accomplir... Un peu d'animation pourtant quand le cortège « rencontre » un des rares autobus en service sur la ligne 123. Le « jaune », vigoureusement conquis, en sera quitte pour la peur, grâce au cordon de sécurité, rapidement mis en place par les dirigeants syndicaux, sous l'œil d'éviter tout heurt. Après une ballade au marché : « les commerçants avec nous », Poperen, responsable C.G.T. Renault, appelle à la dislocation 3/4 d'heure avant la fin prévue de la manifestation, qui s'achève donc en queue de poisson. Seuls les bistrotts du coin se réjouissent de l'aubaine, mais bon nombre de travailleurs sont mécontents du déroulement, et surtout, de la dislocation anticipée de cette manifestation — un peu « bâclée » il faut bien l'avouer.

Et si cela doit marquer le début d'actions de plus grande envergure, ainsi qu'on nous le dit, ce n'est pas ainsi qu'on peut en créer le climat...

En définitive, cette grève, les travailleurs les plus conscients l'ont effectuée, plus résignés qu'enthousiastes, par nécessité plus que par conviction. La preuve : les travailleurs des Forges, fief C.G.T. (90 à 95 % des voix) décidèrent en réunion syndicale de débrayer... 2 heures avant la cessation du travail, au lieu de participer au débrayage de la matinée. Rien ne les fit changer d'avis. La grève y fût aussi réussie qu'à l'habitude, mais chacun rentra chez soi... Ce n'est certes pas un exemple à monter en épingle, mais ça explique fort bien un certain état d'esprit de la classe ouvrière. Et ce n'est certes pas une manifestation comme celle décrite plus haut qui changera cet état de choses...

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F ● C.C.P. 19.591.39
Paris

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir Paris-2^e - Tél. : GUTenberg 06-57.

Le gérant : G. DAVY

Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton Paris-12^e